



Manifestation du 29 septembre 2026

Déclaration de la CGT Educ'Action 23 devant la DSDEN

Nous nous retrouvons ici pour défendre l'idée que nous nous faisons des Services Publics, de véritables amortisseurs de crise indispensables pour garantir les solidarités et répondre aux besoins de la population.

Nous sommes là aussi pour réclamer des salaires à la hauteur de l'engagement des agents et des agentes. A l'Education Nationale, des personnels administratifs, des AESH, des AED, des ITRF... comme près d'un millions d'agent.es publics doivent bénéficier d'une indemnité ou d'un avenant pour ne pas être rémunérés en dessous du SMIC ! C'est comme ça que l'Etat employeur se comporte avec ses agents. Ce sont aussi des enseignant.es qui commencent à moins de 1.1 SMIC à bac +3 ou 5 (quand il commençait à 2.3 SMIC dans les années 80). La perte de pouvoir d'achat pour toutes et tous est de 32% depuis 2000 !

Oui, les revendications de la CGT d'un point d'indice à 6.50 euros et son indexation sur les prix sont légitimes ! Quand, en France, 61 milliards peuvent être distribués en dividendes aux actionnaires sur le seul deuxième trimestre de l'année 2026, des ressources existent pour financer l'augmentation du point d'indice.

L'Ecole inclusive se met en place depuis 20 ans sans moyen à la hauteur des besoins. Elle produit aujourd'hui de la souffrance chez les personnels mais aussi chez les élèves et leur famille. Des personnels malmenés, non-formés, des élèves empêchés d'accéder à leurs droits, c'est une école qui renonce à être inclusive faute de moyens suffisants et produit parfois une forme de maltraitance institutionnelle. Comment penser que l'école pourrait être inclusive, faire réussir tous les élèves, sans baisser les effectifs par classe ? Qui pense faire réussir tous les élèves dans des classes calibrées à 30 en collège, 35 en lycée ? Il est possible de redonner enfin les moyens à l'école de mener à bien ses missions en faisant d'autres choix budgétaires.

Oui, pour la CGT Educ'Action, ces revendications sont légitimes ! Quand 211 milliards sont accordés aux entreprises chaque année sans contreparties sociales ni environnementales, l'Etat est en capacité de donner les moyens à l'Ecole d'assurer ses missions !

Les écoles sont menacées de fermetures, les services sont restructurés, les mutualisations généralisées. Selon le Ministère et les autorités académiques, il ne serait pas possible de maintenir un Service Public et Laïque d'Education Nationale de qualité, de garantir une orientation choisie de proximité à tous les élèves ? Pourtant, l'Etat se paie le luxe de maintenir un double système éducatif, l'un public et l'autre privé sous contrat financé à plus de 75% par des fonds publics ! Il organise de ce fait le séparatisme scolaire et la mise en concurrence des établissements.

Oui, il est possible d'avoir de l'ambition pour l'Ecole Publique et ses personnels. Elle passe nécessairement, comme le réclame la CGT Educ'Action, par la nationalisation sans indemnité ni rachat du secteur privé pour créer un service public d'éducation unique, laïc et entièrement gratuit.

Ne lâchons rien ! Nos combats sont légitimes !

Guéret, 29 septembre 2026